un président pour tous les Français...

C'est le général DE GAULLE, qui, le premier a tenu à associer les Communistes à la reconstruction de la France.

1942 : Fernand GRENIER et François BILLOUX entrent au Comité de Libération Nationale (à Alger)
1944 : dans le Gouvernement provisoire dirigé par le Général DE GAULLE, François BILLOUX et Charles TILLON sont ministres de la Santé Publique et de l'Air.
1945 : Maurice THOREZ devient ministre d'Etat.

Après le départ du Général DE GAULLE (20 janvier 1946), ils ont participé à des gouvernements avec les Socialistes et le MRP (tripartisme) : gouvernements à direction socialiste (Félix GOUIN - Léon BLUM - Paul RAMADIER) et MRP (Georges BIDAULT) jusqu'en Mai 1947 (rupture imposée par le contexte de "guerre froide").

Les Communistes ont siégé dans les gouvernements de plusieurs autres pays d'Europe occidentale. Ils ont participé au pouvoir en Italie, en Belgique, au Luxembourg, en Autriche, en Finlande, en Islande, en Norvège, et au Danemark. Partout, ont été respectées les règles de la démocratie et le principe de l'alternance.

L'exemple le plus comparable à la France est celui d'Italie. Le Parti communiste italien a participé au gouvernement PARRI, directement issu de la Résistance. Puis, il a été présent dans le gouvernement DE GASPERI (démocratie chrétienne - parti socialiste - Parti communiste) jusqu'à la rupture de Mai 1947 (dans le même contexte qu'en France).

La coopération de l'ensemble des Partis représentatifs des travailleurs a été nécessaire, il y a trente ans, pour reconstruire en Europe occidentale les mécanismes de la démocratie, et les fondements de l'économie, détruits par la défaite et l'Occupation.

14 mai 74

Aujourd'hui, nous traversons une période troublée sur le plan économique et monétaire. Les différents groupes sociaux, et les simples citoyens manifestent une volonté croissante de participer plus directement à la gestion de leur cadre de vie et au développement économique. Pour pouvoir gouverner, il sera indispensable de rassembler le maximum de concours, du côté des représentants des forces populaires.

Le parti communiste obtient environ 22 % des suffrages ; il exerce une grande influence en milieu ouvrier. L'opinion publique le considère généralement, même lorsqu'elle lui est défavorable, comme l'un des défenseurs traditionnels des catégories sociales les moins favorisées. L'heure n'est-elle pas à nouveau venue, de l'associer à la gestion des affaires du pays, dans le cadre d'une majorité nouvelle (et au sein d'un gouvernement de la gauche unie, dont le Premier ministre serait socialiste) ?

Les deux candidats à l'élection présidentielle veulent être "le président de tous les Français", et font afficher ce slogan sur nos mûrs.
Mais peut-on sérieusement y prétendre, si l'on jette l'interdit sur un quart des Français et sur leurs représentants ?

Un seul des deux candidats est en mesure de rassembler notre peuple :

FRANÇOIS MITTERRAND.

Comité du 6e arrondissement pour le soutien à la candidature de F. Mitterrand

IMP. SPECIALE